

DÉCLARATION DE M^{ME} VAN DEN WYNGAERT

Mandat d'arrêt — Mise à exécution dans des Etats tiers — Crimes de guerre — Génocide — Crimes contre l'humanité — Compétence universelle — Cour pénale internationale — Poursuites nationales — Droit (pénal) international coutumier — Immunités — Victimes saisissant les tribunaux d'Etats tiers — Etat d'origine n'ayant pas la volonté ou étant dans l'incapacité de poursuivre — Importance d'une décision sur le fond: nouvel examen, par la Cour internationale de Justice, du précédent constitué par l'arrêt rendu en 1927 par la Cour permanente de Justice internationale dans l'affaire du « Lotus ».

1. J'appuie pleinement la décision de la Cour d'écarter la demande en indication de mesure conservatoire de l'Etat requérant. Aucun préjudice irréparable n'a été porté aux droits qui font l'objet du différend, et les mesures demandées (mainlevée immédiate du mandat d'arrêt litigieux) ne sont pas justifiées par l'urgence.

2. Je tiens à préciser d'emblée que le mandat d'arrêt litigieux est un mandat d'arrêt *national*, et non un « mandat d'arrêt international »¹ pouvant être mis à exécution automatiquement dans les pays tiers. Une validation, par les autorités de l'Etat où la personne nommée dans le mandat d'arrêt a été trouvée, est toujours nécessaire, même dans le cas où une notice rouge a été publiée par Interpol², ce qui n'a pas été le cas pour M. Yerodia Ndombasi.

3. Je souscris à la déclaration qui figure au paragraphe 76 de l'ordonnance et selon laquelle il convient de parvenir à une décision sur la requête du Congo *dans les plus brefs délais*. Le différend entre les deux pays concerne une question importante qui peut être cruciale pour le développement du droit pénal international moderne. La question fondamentale qu'il soulève est celle de savoir jusqu'où il est permis (ou jusqu'où il est fait obligation) aux Etats d'aller pour mettre en œuvre et pour exécuter les normes du droit pénal international. Avec l'accroissement du nombre des Etats qui adoptent une législation à cet effet, des problèmes analogues à ceux qui ont donné naissance au différend entre le Congo et la Belgique risquent de se poser à l'avenir.

¹ Voir la nature de la demande dans la requête du Congo, reproduite au paragraphe 3 de la présente ordonnance.

² Interpol, secrétariat général, *Rapports sur la valeur juridique des notices rouges*, OIPC — Interpol — Assemblée générale, soixante-sixième session, New Delhi, 15-21 octobre 1997, AGN/66/RAP/8, notice rouge n° 8, telle qu'amendée conformément à la résolution AGN/66/RES/7.

DECLARATION OF JUDGE VAN DEN WYNGAERT

Arrest warrant — Enforcement in third States — War crimes — Genocide — Crimes against humanity — Universal jurisdiction — International criminal court — National prosecutions — Customary international (criminal) law — Immunities — Victims seising courts in third States — State of origin unwilling or unable to prosecute — Importance of decision on the merits: International Court of Justice revisiting the 1927 “Lotus” precedent of the Permanent Court of International Justice.

1. I fully support the Court’s decision to dismiss the applicant State’s request for the indication of provisional measures. There is no irreparable prejudice to the rights which are the subject of the dispute, and the measures requested (immediate discharge of disputed arrest warrant) are not justified by urgency.

2. At the outset I wish to clarify that the disputed arrest warrant is a *national* arrest warrant, not an “international arrest warrant”¹ that can be enforced automatically in third countries. There is always a need for validation by the authorities of the State where the person named in the warrant has been found, even in the case where a red notice has been issued by Interpol², which has not happened in the case of Mr. Yerodia Ndombasi.

3. I agree with the statement in paragraph 76 of the Order that a decision on the Congo’s Application should be reached *with all expedition*. The dispute between the two countries concerns an important question that may be crucial to the further development of modern international criminal law. The basic question that it raises is how far States are allowed (or are obliged) to go when implementing and enforcing norms of international criminal law. As more and more States are adopting legislation to this effect, problems similar to the ones that gave rise to the dispute between the Congo and Belgium are likely to arise in the future.

¹ See the nature of the claim in the Application of the Congo, reproduced in paragraph 3 of the present Order.

² Interpol, Secretariat général, *Rapport sur la valeur juridique des notices rouges*, ICPO — Interpol — General Assembly, 66th Session, New Delhi, 15-21 October 1997, AGN/66/RAP/8, No. 8 Red Notices, as amended pursuant to Resolution No. AGN/66/RES/7.

4. La communauté internationale souscrit incontestablement au principe selon lequel les crimes les plus graves au regard du droit pénal international (*core crimes*), à savoir les crimes de guerre, le génocide et les crimes contre l'humanité, ne doivent pas demeurer impunis³. Toutefois la manière dont cela devrait se concrétiser en pratique donne encore lieu à beaucoup de discussions et de débats.

5. Idéalement, de tels crimes devraient donner lieu à des poursuites devant des juridictions pénales internationales permanentes telles que la Cour pénale internationale créée à Rome par le statut de la Cour pénale internationale en 1998⁴ ou les tribunaux internationaux pénaux *ad hoc* (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (1993)⁵, Tribunal pénal international pour le Rwanda (1994)⁶ ou le (futur) tribunal spécial pour la Sierra Leone⁷. Il est toutefois clair que ce ne sont pas toutes les affaires qui relèveront de ces juridictions. Le principe de la complémentarité inscrit dans le Statut de Rome confère aux Etats, et non à la Cour pénale internationale, la responsabilité première de poursuivre les *core crimes*, sauf dans le cas où les Etats n'ont pas la volonté ou sont dans l'incapacité de mener à bien les poursuites (art. 17). De plus, cette juridiction n'a compétence qu'à l'égard des crimes commis après l'entrée en vigueur du Statut (art. 11).

6. Faute de mécanismes de mise en œuvre supranationaux, le seul moyen de faire respecter le droit pénal international est celui pour les Etats de traduire les personnes soupçonnées de crimes internationaux devant les juridictions pénales internes. Les Etats sont tenus d'une obligation non seulement morale, mais aussi juridique, au regard du droit inter-

³ Voir par exemple Principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, résolution 3074 (XXVIII) de l'Assemblée générale, 28 Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, supplément (30A)*, p. 78, Nations Unies, doc. A/9030/Add.1 (1973); résolution 978 du Conseil de sécurité, 27 février 1995, Nations Unies, doc. S/RES/978 (1995); Conseil économique et social, sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, résolution 1995/4 sur la lutte contre l'incitation à la haine et au génocide, en particulier par les médias, 18 août 1995, Nations Unies, doc. E/CN.4Sub.2/RES/1995/4, 23 octobre 1997; résolution 1234 du Conseil de sécurité, 9 avril 1999, Nations Unies, doc. S/RES/1234 (1999); résolution 1291 du Conseil de sécurité du 24 février 2000, Nations Unies, doc. S/RES/1291 (2000); résolution 1304 du Conseil de sécurité, 16 juin 2000, Nations Unies, doc. S/RES/1304 (2000).

⁴ Statut de la Cour pénale internationale adopté à Rome, *ILM*, 1998, p. 999.

⁵ Résolution 827 (1993) du Conseil de sécurité sur la création d'un tribunal international pour juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, *ILM*, 1993, p. 1192 (texte du statut) et 1203 (texte de la résolution) (tel qu'amendé par la résolution 1166 du Conseil de sécurité du 13 mai 1998).

⁶ Résolution 955 du Conseil de sécurité établissant le tribunal international pour le Rwanda, *ILM*, 1994, p. 1598.

⁷ Résolution 1315 du Conseil de sécurité, 14 août 2000, Nations Unies, doc. S/RES/1315 (2000); rapport du Secrétaire général sur la création d'un tribunal spécial pour la Sierra Leone, 4 octobre 2000, Nations Unies, doc. S/2000/915 (2000).

4. The international community undoubtedly agrees in principle with the proposition that the “core crimes” of international criminal law (war crimes, genocide and crimes against humanity) should not remain unpunished³. However, *how* this should be realized in practice is still the subject of much discussion and debate.

5. Ideally, such crimes should be prosecuted before international criminal courts such as the permanent international criminal court (Rome Statute for the International Criminal Court (1998)⁴) or the *ad hoc* international criminal tribunals (International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia (1993)⁵, International Criminal Tribunal for Rwanda (1994)⁶ or the (future) Sierra Leone Special Court⁷. It is clear, however, that not *all* cases will be justiciable before these courts. The principle of complementarity in the Rome Statute confers primary responsibility for prosecution of core crimes on States, not on the International Criminal Court, except in the cases where States are unwilling or unable to prosecute (Art. 17). Moreover, this court will only have jurisdiction in respect of crimes committed after the entry into force of the statute (Art. 11).

6. In the absence of supranational enforcement mechanisms, national criminal prosecution before domestic courts is the only means to enforce international criminal law. States have not only a moral but also a legal obligation under international law to ensure that they are able to prosecute international core crimes domestically. This flows

³ See, for example, Principles of International Co-Operation in the Detection, Arrest, Extradition and Punishment of Persons Guilty of War Crimes and Crimes against Humanity, General Assembly resolution 3074 (XXVIII), 28 United Nations, *Official Records of the General Assembly, Supplement No. 30A*, at p. 78, United Nations doc. A/9030/Add.1 (1973); Security Council resolution 978, 27 February 1995, United Nations doc. S/RES/978 (1995); Economic and Social Council, Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, resolution 1995/4 on the Prevention of Incitement to Hatred and Genocide, particularly by the Media, 18 August 1995, United Nations doc. E/CN.4.Sub.2/RES/1995/4, 23 October 1997; Security Council resolution 1234, 9 April 1999, United Nations doc. S/RES/1234 (1999); Security Council resolution 1291 of 24 February 2000, United Nations doc. S/RES/1291 (2000); Security Council resolution 1304, 16 June 2000, United Nations doc. S/RES/1304 (2000).

⁴ Rome Statute of the International Criminal Court, *ILM*, 1998, p. 999.

⁵ Security Council resolution 827 (1993) on Establishing the International Tribunal for the Prosecution of Persons Responsible for Serious Violations of International Humanitarian Law Committed in the Territory of the Former Yugoslavia, *ILM*, 1993, p. 1192 (text statute) and p. 1203 (text resolution) (as amended by Security Council resolution 1166 of 13 May 1998).

⁶ Security Council resolution 955 establishing the International Tribunal for Rwanda, *ILM*, 1994, p. 1598.

⁷ Security Council resolution 1315, 14 August 2000, United Nations doc. S/RES/1315 (2000); Report of the Secretary-General on the Establishment of a Special Court for Sierra Leone, 4 October 2000, United Nations doc. S/2000/915 (2000).

national, de faire en sorte qu'ils soient en mesure de poursuivre les auteurs présumés de crimes internationaux devant leurs juridictions internes. Cette obligation découle de toute une série de conventions qui consacrent le principe *aut dedere aut judicare*⁸.

7. L'idée que les restrictions traditionnelles aux poursuites pénales (compétence territoriale, immunités) ne sauraient s'appliquer aux crimes les plus graves au regard du droit international (*core crimes*) fait de plus en plus d'adeptes. De nombreux instruments internationaux en matière pénale (depuis les principes de Nuremberg⁹, en passant par les diverses codifications ultérieures du droit pénal international¹⁰ jusqu'au statut de la cour pénale internationale adopté à Rome en 1998) ont consacré de diverses manières les principes de la compétence universelle¹¹, de la non-applicabilité des immunités classiques¹² et de l'imprescriptibilité de ces

⁸ Voir par exemple art. 49 I), 50 II), 129 III) et 146 IV) des conventions de Genève de 1949 (voir note 10 ci-dessous); art. 7 de la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronef (La Haye, 16 décembre 1970, Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 860, p. 105); art. 7 de la convention pour la répression des actes illicites contre la sécurité de l'aviation civile (Montréal, 23 septembre 1971, Nations Unies, *ILM*, 1971, p. 1151; art. 7 de la convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (New York, 14 décembre 1973, Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1035, p. 167); art. 7 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (New York, 10 décembre 1984, Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1465, p. 85); art. 14 de la convention interaméricaine pour la prévention et la répression de la torture (Cartagena de Indias, 12 septembre 1985, *OAS Treaty Series*, No. 67); art. 7 de la convention européenne pour la répression du terrorisme (Strasbourg, 27 janvier 1977, STE n° 90); art. 8 de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à la bombe (New York, 12 janvier 1998, *ILM*, 1998, p. 249). Voir aussi art. 15, par. 3 et 4, et art. 16, par. 10, de la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée le 15 novembre 2000 par l'Assemblée générale des Nations Unies et ouverte à la signature à partir du 12 décembre 2000 à Palerme (Italie) (<http://www.un.cjin.org/Documents/documents.html>).

⁹ Principes de droit international reconnus par le statut de la Cour de Nuremberg et dans l'arrêt de cette Cour, Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, supplément n° 12 (A/1316)* (1950).

¹⁰ Voir par exemple la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, Paris, 9 décembre 1948, Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 78, p. 277; la convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, Genève, 12 août 1949, Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 75, p. 31; la convention pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, Genève, 12 août 1949, Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 75, p. 85; la convention relative au traitement des prisonniers de guerre, Genève, 12 août 1949, Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 75, p. 135; la convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, Genève, 12 août 1949, Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 75, p. 287 et leurs protocoles additionnels de 1977 (protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (protocole I) Genève, 8 juin 1977, Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1125, p. 3; protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (protocole II) . Genève, 8 juin 1977, Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1125, p. 609).

¹¹ Voir par exemple art. 49 I), 50 II), 129 III) et 146 IV) des conventions de Genève, note 10 ci-dessus.

¹² Voir par exemple art. IV de la convention, note 10 ci-dessus.

from a wide range of conventions that lay down the principle *aut dedere aut judicare*⁸.

7. The idea that traditional limitations on criminal prosecution (territorial jurisdiction, immunities) cannot be applied to international core crimes is gaining support. Numerous international criminal law instruments (ranging from the Nuremberg principles⁹ through the various subsequent codifications of international criminal law¹⁰ to the Rome Statute for an International Criminal Court) have, in different ways, laid down the principles of universal jurisdiction¹¹, the non-applicability of traditional immunities¹² and the non-applicability of statutory limita-

⁸ See, for example, Arts. 49 (I), 50 (II), 129 (III) and 146 (IV), Geneva Conventions 1949 (*infra*, footnote 10); Art. 7, Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft (The Hague, 16 December 1970, *ILM*, 1971, p. 133); Art. 7, Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation (Montreal, 23 September 1971, *ILM*, 1971, p. 1151); Art. 7, Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, including Diplomatic Agents (New York, 14 December 1973, *ILM*, 1974, p. 41); Art. 7, Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (New York, 10 December 1984, *ILM*, 1984, p. 1027); Art. 14, Inter-American Convention to Prevent and Punish Torture (Cartagena de Indias, 12 September 1985, *OAS Treaty Series*, No. 67); Art. 7, European Convention on the Suppression of Terrorism (Strasbourg, 27 January 1977, *ETS*, No. 90); Art. 8, International Convention for the Suppression of Terrorist Bombings (New York, 12 January 1998, *ILM*, 1998, p. 249). See also Art. 15, paras. 3 and 4, and Art. 16, para. 10, United Nations Convention against Transnational Organized Crime, adopted by the United Nations General Assembly on 15 November 2000 (United Nations doc. A/55/383) and to be opened for signature from 12 December 2000 in Palermo, Italy (<http://www.un.org/Docs/documents/documents.html>).

⁹ Principles of International Law Recognized in the Charter of the Nuremberg Tribunal and in the Judgment of the Tribunal, United Nations, *Official Records of the General Assembly, Fifth Session, Supplement No. 12*, doc. A/1316 (1950).

¹⁰ See, for example, Convention on the Prevention and Suppression of the Crime of Genocide, Paris, 9 December 1948, *UNTS*, Vol. 78, p. 277; Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field, Geneva, 12 August 1949, *UNTS*, Vol. 75, p. 31; Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea, Geneva, 12 August 1949, *UNTS*, Vol. 75, p. 85; Convention relative to the Treatment of Prisoners of War, Geneva, 12 August 1949, *UNTS*, Vol. 75, p. 135; Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War, Geneva, 12 August 1949, *UNTS*, Vol. 75, p. 287) and their Additional Protocols (1977) (Protocol Additional (I) to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts, Geneva, 8 June 1977, United Nations, *Official Records of the General Assembly*, doc. A/32/144, 15 August 1977; Protocol Additional (II) to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts, Geneva, 8 June 1977, United Nations, *Official Records of the General Assembly*, doc. A/32/144, 15 August 1977).

¹¹ See, for example, Arts. 49 (I), 50 (II), 129 (III), 146 (IV), Geneva Conventions, *supra* footnote 10.

¹² See, for example, Art. IV, Genocide Convention, *supra* footnote 10.

crimes¹³. Une partie croissante de la doctrine soutient la thèse selon laquelle ces principes sont applicables aux crimes les plus graves au regard du droit international (*core crimes*) dans les cas où les crimes en question sont maintenant prévus et punis par le droit international *coutumier*¹⁴. Certains font valoir qu'il existe un droit et même un devoir pour les Etats de traduire en justice les personnes soupçonnées de tels crimes. Plusieurs décisions des tribunaux pénaux internationaux *ad hoc* confirment cette façon de voir¹⁵.

8. Toutefois, l'incertitude continue de régner quant à ce que cela implique s'agissant de poursuivre des personnes soupçonnées de crimes les plus graves au regard du droit international (*core crimes*) devant les juridictions internes. Notamment, la question se pose de savoir si les principes décrits ci-dessus s'appliquent aux poursuites engagées devant les juridictions internes aussi bien que devant les juridictions internationales. Les victimes ou les organisations non gouvernementales représentant ces victimes font de plus en plus souvent appel à des Etats *tiers* pour poursuivre des personnes soupçonnées des crimes internationaux les plus graves (*core crimes*) parce que les Etats sur le territoire desquels ces crimes ont été commis n'ont pas la volonté ou sont dans l'incapacité d'engager de telles poursuites. Certaines législations internes (par exemple celles qui connaissent la notion de *partie civile*) permettent en fait à des victimes d'engager des poursuites pénales sans faire, à cet égard, de distinction sur le point de savoir si la victime est un national de l'Etat du for ou un étranger¹⁶. Souvent, ces victimes revendiquent le statut de réfugié dans l'Etat où elles intentent leur action. Dans certains cas, elles acquièrent la nationalité de l'Etat où elles se sont réfugiées. On peut s'attendre à une multiplication d'affaires de cette nature.

9. Les Etats qui engagent des poursuites pénales devant leurs juridictions internes, de même que les Etats qui sont appelés à coopérer avec eux dans des procédures d'extradition, sont tenus d'appliquer les normes

¹³ Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, New York, 26 novembre 1968, Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 754, p. 73 et convention européenne sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, Strasbourg, 25 janvier 1974, STE n° 82.

¹⁴ Voir par exemple American Law Institute, *Restatement of the Law (Third). The Foreign Relations Law of the United States*, 1987, par. 404, Reporters' Notes, p. 257. Voir aussi Commission du droit international, projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (1996), texte adopté lors de la quarante-huitième session (6 mai–26 juillet 1996), *Annuaire de la Commission du droit international*, 1996, vol. II (2), doc. A/51/10; <http://www.un.org/law/ilc/texts/dcodefra.htm>.

¹⁵ Voir par exemple Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie — Arrêt relatif à l'appel de la défense concernant l'exception préjudicielle d'incompétence, 2 octobre 1995, *Tadić*, par. 134 (art. 3 commun, conventions de Genève); TPIY, arrêt du 10 décembre 1998, *Furundziga*, par. 153 (Torture), TPIY, arrêt du 2 septembre 1998, *Akayesu*, par. 495 (Génocide) et 608 (art. 3 commun, conventions de Genève); TPIY, arrêt du 21 mai 1999, *Kayishema et Ruzindana*, par. 88 (Génocide).

¹⁶ Pour une étude des régimes nationaux de procédure pénale en Europe, voir C. Van den Wyngaert (éd.) *Criminal Procedure Systems in the European Community*, 1993.

tions¹³. There is a growing opinion in legal doctrine supporting the view that these principles are applicable to the international "core crimes" because these crimes are now prohibited under customary international law¹⁴. Some argue that there is a right and even a duty on States to prosecute such crimes. Several decisions of the *ad hoc* International Criminal Tribunals tend to support this view¹⁵.

8. However, uncertainty prevails as to the implications of this proposition for national prosecution of international core crimes, in particular regarding the question as to whether the principles described above apply to prosecutions before national courts in the same way as they do before international courts. Increasingly victims or non-governmental organizations representing such victims call upon *third* States to prosecute persons suspected of international core crimes, because the State where these crimes occurred is unwilling or unable to prosecute. Some legal systems (e.g., the civil law systems that apply the *partie civile* system) actually allow victims to trigger criminal proceedings and do not distinguish between national and foreign victims for that purpose¹⁶. Often, such victims claim refugee status in the State in which they bring their complaint. In certain cases, they acquire the nationality of the State to which they have fled. It can be expected that cases of this nature will grow in number.

9. States engaging in the domestic prosecution of such crimes as well as States called upon to co-operate with these States in extradition proceedings are confronted with applying norms of international criminal-

¹³ Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity, New York, 26 November 1968, *ILM*, 1969, p. 68, and European Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to Crimes against Humanity and War Crimes, Strasbourg, 25 January 1974, *ETS*, No. 82.

¹⁴ See, for example, American Law Institute, *Restatement of the Law (Third). The Foreign Relations Law of the United States*, 1987, para. 404, Reporters' Notes, p. 257. See also International Law Commission, *Draft Code of Crimes against the Peace and Security of Mankind* (1996), text adopted by the Commission at its forty-eighth session, 1996, *Yearbook of the International Law Commission*, 1996, Vol. II (2), doc. A/51/10; <http://www.un.org/law/ilc/texts/dcodefra.htm>.

¹⁵ See, for example, ICTY, Decision on the Defence Motion for Interlocutory Appeal on Jurisdiction, 2 October 1995, *Tadić*, para. 134 (Common Art. 3, Geneva Conventions); ICTY, Judgment, 10 December 1998, *Furundžija*, para. 153 (Torture); ICTR, Judgment, 2 September 1998, *Akayesu*, paras. 495 (Genocide) and 608 (Common Art. 3, Geneva Conventions); ICTR, Judgment, 21 May 1999, *Kayishema and Ruzindana*, para. 88 (Genocide).

¹⁶ For a survey of national criminal procedure systems in Europe, see C. Van den Wyngaert (ed.), *Criminal Procedure Systems in the European Community*, 1993.

du droit pénal international. De plus en plus souvent, les juridictions internes doivent aborder des notions techniques délicates de droit international public, telles que le *jus cogens*, les obligations *erga omnes* et la question de savoir quelles sont les normes qui font partie du *droit international (pénal) coutumier*. Les différentes décisions rendues dans l'affaire Pinochet (en Espagne¹⁷, en Belgique¹⁸, en France¹⁹ et au Royaume-Uni²⁰) et l'affaire *Bouterse*²¹ aux Pays-Bas offrent des exemples pris parmi les décisions judiciaires nationales²², de plus en plus nombreuses, qui traitent (de différents aspects) des questions de droit pénal international dont la Cour internationale de Justice est aujourd'hui saisie.

10. L'affaire relative au *Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)* est la première affaire moderne qui oppose deux Etats sur les problèmes de compétence extra-territoriale et d'immunité découlant de l'application d'une loi nationale mettant en œuvre la répression des crimes internationaux les plus graves (*core crimes*) devant les juridictions internes. Les temps ont changé depuis que la Cour permanente de Justice internationale a statué dans l'affaire du « *Lotus* » en 1927²³. Le droit international exige désormais des Etats qu'ils poursuivent et répriment les *core crimes*. Toutefois, une incertitude demeure quant à ce qu'implique cette exigence en pratique, s'agissant de l'application, au plan interne, des lois nationales réprimant ces crimes. Dans un souci de certitude juridique, il importe que la Cour internationale de Justice se prononce sur le fond de l'affaire dont elle est saisie dans les plus brefs délais.

(Signé) Christine VAN DEN WYNGAERT.

¹⁷ *Audiencia Nacional. Auto de la Sala de lo Penal de la Audiencia Nacional confirmando la jurisdicción de España para conocer de los crímenes de genocidio y terrorismo cometidos durante la dictadura chilena*, 5 novembre 1998, <http://www.derechos.org/nikzor/chile/juicio/audi.html>. Voir aussi: *AJIL*, 1999, p. 690-969.

¹⁸ Juge d'instruction, Tribunal de première instance, Bruxelles, 6 novembre 1998, *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1999, p. 278; *Journal des tribunaux*, 1999, p. 308.

¹⁹ Juge d'instruction, Tribunal de grande instance, Paris, 2 et 12 novembre 1998, *AJIL*, 1999, p. 696 à 700.

²⁰ *R v. Bow Street Metropolitan Stipendiary Magistrate and others, ex parte Pinochet Ungarte*, 25 novembre 1998, *All ER* (1998) 897; *R v. Bow Street Metropolitan Stipendiary Magistrate and others, ex parte Pinochet Ungarte*, 24 mars 1999, *All ER* (1999), p. 97.

²¹ Tribunal d'Amsterdam, ordonnance du 20 novembre 2000, http://www.gerechtshof-amsterdam.nl/uitspraken/art12/Bouterse/bes_bouterse.htm. Voir aussi tribunal d'Amsterdam, ordonnance du 3 mars 2000, *Nederlandse Jurisprudentie* 2000, p. 1795 à 1800.

²² Voir aussi Bundesgerichtshof, 30 avril 1999, *Neue Zeitschrift für Strafrecht*, 1999, p. 396 à 404; Bundesgerichtshof, Ermittlungsrichter, 13 février 1994, *Neue Zeitschrift für Strafrecht*, 1994, p. 232 et 233; Bundesgerichtshof, 11 décembre 1998, *Neue Zeitschrift für Strafrecht*, 236: cour de cassation, 6 janvier 1998, *Bull. Crim.*, 1998, p. 3 à 8; Tribunal fédéral d'Australie, 1^{er} septembre 1999, *Nulyarimma c. Thompson, FCA*, p. 1192.

²³ Cour permanente de Justice internationale, l'affaire du « *Lotus* » (*France/Turquie*), 7 septembre 1927, *C.P.J.I. série A n° 10*.

law. Increasingly, domestic courts are called upon to tackle difficult technical notions of public international law such as *jus cogens*, *erga omnes* obligations and the question what norms qualify as norms of *customary* international (criminal) law. The various *Pinochet* decisions (in Spain¹⁷, Belgium¹⁸, France¹⁹ and the United Kingdom²⁰) and the Dutch *Bouterse* case²¹ are examples of a growing number of national judicial decisions²² dealing with (different aspects) of the issues of international criminal law that are now before the International Court of Justice.

10. The case concerning the *Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)* is the first modern case which confronts two States on the issues of extraterritorial jurisdiction and immunity arising from the application of a domestic statute implementing international core crimes. Times have changed since the Permanent Court of International Justice decided the "*Lotus*" case in 1927²³. International law now calls upon States to prosecute and punish international core crimes, but leaves some uncertainty as to the practical implications of this proposition as far as the *enforcement* of domestic implementation laws is concerned. For the sake of legal certainty, it is important that the International Court of Justice decides on the merits of the present case with expedition.

(Signed) Christine VAN DEN WYNGAERT.

¹⁷ *Audiencia Nacional, Auto de la Sala de lo Penal de la Audiencia Nacional confirmando la jurisdicción de España para conocer de los crímenes de genocidio y terrorismo cometidos durante la dictadura chilena*, 5 November 1998, <http://www.derechos.org/nizkor/chile/juicio/audi.html>. See also *AJIL*, 1999, pp. 690-969.

¹⁸ Investigating Judge, Tribunal of first instance, Brussels, 6 November 1998, *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1999, p. 278; *Journal des Tribunaux*, 1999, p. 308.

¹⁹ Investigating Judge, Tribunal de Grande Instance, Paris, 2 and 12 November 1998, *AJIL*, 1999, pp. 696-700.

²⁰ *R. v. Bow Street Metropolitan Stipendiary Magistrate and others, ex parte Pinochet Ungarte*, 25 November 1998, All ER (1998), p. 897; *R. v. Bow Street Metropolitan Stipendiary Magistrate and others, ex parte Pinochet Ungarte*, 24 March 1999, All ER (1999), p. 97.

²¹ Court Amsterdam, Order of 20 November 2000, http://www.gerechtshof-amsterdam.nl/uitspraken/art12/Bouterse/bes_bouterse.htm. See also Court Amsterdam, Order of 3 March 2000, *Nederlandse Jurisprudentie*, 2000, pp. 1795-1800.

²² See also Bundesgerichtshof, 30 April 1999, *Neue Zeitschrift für Strafrecht*, 1999, pp. 396-404; Bundesgerichtshof, Ermittlungsrichter, 13 February 1994, *Neue Zeitschrift für Strafrecht*, 1994, pp. 232-233; Bundesgerichtshof, 11 December 1998, *Neue Zeitschrift für Strafrecht*, p. 236; Cour de cassation (fr.), 6 janvier 1998, *Bull. Crim.*, 1998, pp. 3-8; Federal Court of Australia, 1 September 1999, *Nulyarimma v. Thompson, FCA*, 1192.

²³ Permanent Court of International Justice, the case of the S.S. "*Lotus*" (*France/Turkey*), 7 September 1927, *P.C.I.J., Series A, No. 10*.